



www.journaldumali.com

Journal du Mali

L'hebdo

N°515 du 27 février au 5 mars 2025

EDR
FUTUR POIDS LOURD ?

ORPAILLAGE
LE DÉSORDRE

CAN FÉMININE
LES AIGLES EN COURSE

PÉNURIE DE BOIS DE CHAUFFE

UNE CRISE QUI S'AGGRAVE

Des millions de foyers subissent la flambée des prix et la raréfaction du bois. Déforestation massive et trafic illégal aggravent une crise aux lourdes conséquences économiques et écologiques.

GRATUIT

Ne peut être vendu

CANAL+

ÇA CHAUFFE DANS PROMO

REABONNEZ-VOUS
À VOTRE FORMULE

**15 JOURS
OFFERTS***

TOUT CANAL+

* Offre valable du 18 février au 13 Avril, pour tout réabonnement à la dernière formule active. Voir tarifs et conditions auprès de votre Distributeur Agréé ou au 36 555.

ÉDITO

Électricité : Trop de promesses, pas assez d'actes !

À l'approche du Ramadan, le ministre de l'Énergie promet une fourniture d'électricité de 19 heures sur 24. Une annonce qui aurait pu rassurer si les Maliens n'avaient pas déjà entendu de multiples promesses non tenues.

L'histoire récente en témoigne. Un ancien ministre de l'Énergie s'était déplacé à EDM-SA, déclarant que les coupures étaient terminées, sans effet visible. Une autre ministre, en direct sur l'ORTM, assurait que la crise serait résolue avec la construction d'une centrale solaire en quatre mois. Résultat : les délestages continuent, plongeant le pays dans l'incertitude. Même le Premier ministre, le Général Abdoulaye Maïga, en intégrant la résolution de cette crise dans sa lettre de cadrage, n'a pas encore apporté la solution attendue. Pourtant, mars 2025 approche et les coupures persistent.

Pendant ce temps, les conséquences sont désastreuses. Des entreprises ferment leurs portes ou réduisent leurs activités, aggravant chômage et précarité. Même les hôpitaux sont touchés, compromettant la prise en charge des patients. Quant aux promesses d'un approvisionnement en carburants russe et nigérien, elles restent floues, sans impact concret sur le terrain.

Les Maliens, résilients par nécessité plus que par choix, méritent mieux. Il est temps que les autorités comprennent que l'action doit précéder la parole. Les coupures d'électricité ne sont pas qu'un inconfort. Elles freinent l'économie, mettent des vies en danger et minent la confiance. Plutôt que d'annoncer, il faut agir maintenant avant qu'il ne soit trop tard.

MASSIRÉ DIOP

LE CHIFFRE

2 500

C'est le nombre de stagiaires du programme de formation professionnelle de l'APEJ qui seront recrutés au titre du 14^{ème} contingent.

ILS ONT DIT...

• « Il conviendrait de rappeler que le Mali, dans sa quête de souveraineté, n'a cessé de dénoncer, bien avant la mise en place de la nouvelle administration américaine, le danger de l'utilisation détournée de « l'aide publique au développement » comme instrument de déstabilisation et de subversion de nos pays par le financement des réseaux terroristes et comme moyen de violation de la souveraineté de nos États ». **Communiqué du Gouvernement du Mali**, le 24 février 2025.

• « L'Ambassade de Chine au Mali a remarqué que des allégations infondées et de fausses nouvelles concernant le visa chinois sont récemment apparues sur les réseaux sociaux. À cet égard, l'Ambassade de Chine souligne ses positions suivantes : l'Ambassade de Chine n'a jamais refusé de reconnaître le nouveau passeport malien ». **Ambassade de Chine au Mali**, le 26 février 2025.

UN JOUR, UNE DATE

24 février 2022 : début de la crise russo-ukrainienne.



Le Président sierra-léonais **Julius Maada Bio** a reçu l'African HerforShe 2024 et le Presidential African Intelligence Award 2024 pour son leadership en matière d'égalité des sexes le 22 février 2025.



20 ans de prison ont été requis contre **Mohamed Ould Abdel Aziz**, ancien Président mauritanien, le 24 février 2025. Il est jugé en appel depuis novembre et est accusé d'avoir mis à profit sa fonction pour des intérêts personnels.

LA PHOTO DE LA SEMAINE



Le drapeau de la Confédération AES présenté au Président de la Transition le 24 février 2025.

PÉNURIE DE BOIS DE CHAUFFE : UNE CRISE AUX MULTIPLES FACETTES

Depuis un certain temps, le Mali est frappé de plein fouet par une pénurie de bois de chauffe qui s'aggrave de plus en plus, menaçant des millions de foyers et fragilisant l'équilibre écologique du pays. Plus de 90% des ménages maliens dépendent du bois ou du charbon pour cuisiner. À Bamako, la demande annuelle dépasse 1 million de tonnes d'équivalent en bois, soit une augmentation de 85% en dix ans. Cette crise atteint son paroxysme à l'approche du Ramadan, période pendant laquelle la consommation domestique explose, accentuant la pression sur une ressource déjà en déclin.

MASSIRÉ DIOP

Chaque année, entre 100 000 et 600 000 hectares de forêts disparaissent sous l'effet de la coupe abusive et des feux de brousse, tandis que la déforestation globale atteint 400 000 hectares par an. Les incendies incontrôlés ravagent plus de 500 000 hectares de forêts chaque année, accélérant la désertification et réduisant les surfaces cultivables. Dr Oumar Coulibaly, spécialiste des questions environnementales, avertit : « si rien n'est fait, le Mali risque de perdre la majorité de ses ressources forestières d'ici 2050 ». L'implication des groupes armés dans le trafic de bois aggrave la situation. Le Groupe de soutien à l'Islam et aux Musulmans (GSIM), affilié à Al-Qaïda, contrôle certaines filières d'exploitation forestière et perçoit des taxes sur la coupe et le transport du bois. Ce commerce clandestin générerait plusieurs milliards de francs CFA par an, alimentant l'instabilité et renforçant son influence dans la région. En plus de cette exploitation illégale, le trafic transfrontalier du bois de chauffe vers des pays voisins prive encore davantage le marché malien d'une ressource essentielle. Certains experts estiment que plus de 20% du bois coupé illégalement quitte le pays, échappant à toute régulation et privant l'État de revenus fiscaux considérables. En février 2022, 157 conteneurs de 27 tonnes de bois de vène en provenance de Bamako ont été

interceptés au port de Lomé, au Togo, révélant l'ampleur du trafic de ce bois précieux. Entre 2019 et 2021, le trafic de bois au Mali a généré plus de 13,8 millions de dollars de recettes, alimentant le financement du terrorisme, le racket et la corruption. Depuis 2017, des groupes armés utilisent l'exploitation forestière illégale comme levier financier, en particulier dans les régions de Mopti, Ségou et Tombouctou. La hausse des prix du bois et du charbon accentue la précarité énergétique des ménages. En 2005, le bois représentait 7,6% des dépenses des foyers les plus modestes, un chiffre qui a grimpé à près de 12% aujourd'hui. Sur les marchés urbains, un fagot de bois peut désormais coûter jusqu'à 2 500 francs CFA, soit une augmentation de 30% par rapport à l'année précédente. Le charbon de bois, quant à lui, a vu son prix exploser de 40%

Si rien n'est fait, le Mali risque de perdre la majorité de ses ressources forestières d'ici 2050.

en cinq ans, créant une pression supplémentaire sur les finances des ménages vulnérables. Dans certaines régions rurales, où l'accès au gaz et à d'autres sources d'énergie est insignifiant, voire inexistant, les populations se rabattent sur des combustibles de fortune, accentuant les risques sanitaires liés à l'inhalation de fumées toxiques. Des études montrent que l'exposition prolongée à ces fumées est



Une vue du marché Oulofobougou-Bolibana, en Commune III du District de Bamako.

responsable de maladies respiratoires chroniques affectant particulièrement les femmes et les enfants, les premiers exposés à ces conditions domestiques précaires.

Des initiatives pour endiguer la crise Par ailleurs, les initiatives gouvernementales et internationales peinent à endiguer la crise. La Campagne nationale de reboisement 2024, lancée en août dernier par le

Premier ministre, vise à restaurer les écosystèmes dégradés, mais son impact reste limité face à l'ampleur du phénomène. Le Projet de restauration des terres dégradées, doté de 90 milliards de francs CFA, cherche à ralentir la déforestation, tandis que l'initiative « Un foyer, une famille », expérimentée à Koulikoro avec un budget de 3 millions de francs CFA, tente d'encourager l'usage de foyers améliorés. Le Système

MRV (Mesure, Rapportage et Vérification), lancé en janvier 2025 à Bamako, a pour objectif de mieux encadrer l'exploitation forestière et d'accroître la transparence sur la gestion des ressources naturelles. De plus, le Plan National Sécheresse 2021 - 2025 insiste sur la nécessité de réduire la dépendance au bois de chauffe en promouvant des alternatives énergétiques et en renforçant la gestion durable des forêts. Malgré un budget

annuel de 4 milliards de francs CFA alloué au Fonds national pour la lutte contre la désertification, les résultats sont limités, dans la mesure où seulement 300 000 arbres ont été plantés sur les 600 000 hectares perdus chaque année. La Stratégie Énergie Domestique (SED) peine également à atteindre ses objectifs, avec moins de 15% des foyers utilisant des foyers améliorés, bien que ces derniers permettent une réduction

REPÈRES

Augmentation de la demande de bois de chauffe à Bamako en 10 ans : **85%**

Forêts détruites chaque année : **600 000 ha**

de la consommation de bois de 50%.

Des alternatives sous-exploitées Certes des alternatives existent, mais restent largement sous-exploitées. Le gaz butane, malgré une promotion active, n'est utilisé que par 24% des ménages urbains et moins de 5% des foyers en zone rurale, son coût prohibitif freinant son adoption. Une bouteille de 6 kg coûte aujourd'hui plus de 5 000 francs CFA, un prix inaccessible pour de nombreuses familles. Les fours solaires et les briquettes écologiques, qui pourraient réduire la pression sur les forêts, restent marginalement adoptés, seuls 2% des ménages y ayant

accès en raison du manque d'infrastructures et de sensibilisation. Le charbon écologique et les bio-digesteurs offrent des solutions viables pour réduire la dépendance au bois traditionnel, mais leur développement est limité par le manque d'investissements et d'incitations financières adaptées. La dépendance au bois de chauffe s'explique aussi par des habitudes de cuisson bien ancrées et une méfiance envers certaines alternatives jugées peu efficaces ou difficiles à utiliser. L'un des enjeux majeurs est donc d'accompagner les populations dans cette transition énergétique en assurant un accès facilité aux technologies avec une sensibilisation adaptée aux réalités locales. Les projections sont alarmantes. Si aucune action concrète n'est prise rapidement, les forêts maliennes pourraient être réduites de moitié d'ici 2040. Cela entraînerait un exode rural accru, une perte de biodiversité irréversible et une dépendance

encore plus grande aux énergies fossiles importées. La désertification accélérée menace également les productions agricoles, aggravant l'insécurité alimentaire et forçant de nombreux agriculteurs à abandonner leurs terres. Les conflits liés à l'accès aux ressources naturelles, déjà perceptibles dans certaines régions, pourraient s'intensifier à mesure que les forêts se raréfient. Une gestion plus efficace et transparente des ressources forestières est nécessaire, ce qui implique un renforcement des contrôles sur l'exploitation du bois et une application stricte des sanctions contre les exploitants illégaux, nécessitant un nombre conséquent d'agents des eaux et forêts à redéployer à travers le pays. Selon Dr Oumar Coulibaly, « nous devons investir massivement dans le reboisement, accélérer la transition énergétique et imposer des contrôles plus stricts sur l'exploitation du bois. Sinon nous allons droit dans le mur ». Il plaide aussi pour un renforcement des sanctions contre les exploitants illégaux et pour une redistribution plus équitable des revenus issus de l'exploitation forestière. En parallèle, il appelle à une implication plus forte des populations locales dans la gestion des forêts, car, selon lui, « toute solution durable doit être portée par ceux qui vivent au quotidien avec ces ressources ».

L'urgence est donc réelle. Une refonte des politiques publiques est indispensable, avec une meilleure redistribution des fonds et une implication plus grande des communautés locales. Seule une action concertée associant tous les acteurs permettra d'enrayer cette crise avant qu'elle ne devienne totalement incontrôlable. Le temps presse et l'avenir des forêts maliennes est en jeu. D'où la nécessité de s'investir davantage pour ne pas compromettre durablement le futur des générations à venir. ■

3 QUESTIONS À



MOUSSA TOURÉ

Spécialiste en gouvernance locale

1 Quelles solutions pour stopper l'exploitation illégale du bois ?

Pour lutter contre l'exploitation illégale du bois par les groupes armés, il faut installer un cadre de dialogue inclusif entre les acteurs de la protection de l'environnement, les communautés locales et les branches politiques des groupes armés. Ce cadre vise à instaurer un espace de sensibilisation, de dialogue et de plaidoyer pour lutter contre la déforestation et préserver les ressources naturelles.

2 Comment accélérer l'adoption des alternatives en milieu rural ?

L'adoption des alternatives au bois de chauffe en milieu rural nécessite une approche mixte. Il est crucial de renforcer les campagnes de sensibilisation, tout en adoptant une législation favorable qui encourage l'utilisation d'énergies renouvelables. Il est aussi important de garantir un accès équitable à ces alternatives, en réduisant les coûts et en mettant en place des mécanismes de soutien aux ménages vulnérables.

3 Quelles stratégies pour rendre le reboisement plus efficace et durable ?

Pour cela, il est essentiel de promouvoir des approches endogènes de préservation de l'environnement, en intégrant les savoirs et pratiques locaux. Par ailleurs, il faut encourager et soutenir les initiatives structurantes, comme la Grande Muraille Verte, qui visent à restaurer les écosystèmes dégradés et à renforcer la résilience des communautés face aux changements climatiques.

MALI : PÉNURIE DE BOIS DE CHAUFFE

90 % des ménages dépendent du bois de chauffe, accélérant la déforestation et la précarité énergétique. Une crise aux impacts majeurs.

1

Dépendance au bois de chauffe

- 90% des ménages maliens utilisent le bois ou le charbon pour cuisiner.
- À Bamako, la demande annuelle dépasse 1 million de tonnes d'équivalent bois.
- Augmentation de 85 % de la consommation en 10 ans.

2

Impact environnemental

- Déforestation : Entre 100 000 et 600 000 hectares de forêts disparaissent chaque année.
- Feux de brousse : Plus de 500 000 hectares détruits par an.
- Perte totale de forêts : 400 000 hectares disparaissent chaque année.
- Projection 2050 : Risque de perte de la majorité des ressources forestières.

3

Trafic de bois et insécurité

- Groupes armés impliqués : GSIM (affilié à Al-Qaïda) contrôle des filières de coupe illégale.
- 20% du bois illégalement coupé quitte le pays.
- Trafic de bois entre 2019 et 2021 : 13,8 millions de dollars générés.
- Interception en 2022 : 157 conteneurs de 27 tonnes de bois précieux saisis au port de Lomé.

4

Hausse des prix et précarité énergétique

- Dépenses des ménages modestes en bois de chauffe : 2005 : 7,6%
- Aujourd'hui : 12%
- Augmentation du prix du bois : +30% en un an.
- Prix du charbon en hausse de 40% en 5 ans.
- Coût d'un fagot de bois : jusqu'à 2 500 FCFA.
- Coût d'une bouteille de gaz (6 kg) : 5 000 FCFA (peu accessible).

5

Initiatives et limites

- Campagne nationale de reboisement 2024 (impact limité).
- Projet de restauration des terres : 90 milliards de FCFA.
- Plan National Sécheresse 2021-2025 : objectif de réduire la dépendance au bois.
- Budget du Fonds contre la désertification : 4 milliards de FCFA/an.
- Nombre d'arbres plantés : 300 000 (insuffisant face aux 600 000 hectares perdus/an).
- Moins de 15 % des foyers utilisent des foyers améliorés (réduction de 50 % de la consommation de bois).

6

Alternatives sous-exploitées

- Gaz butane : 24% des ménages urbains l'utilisent.
- Moins de 5% en zone rurale.
- Fours solaires & briquettes écologiques : seulement 2% d'adoption.
- Charbon écologique & bio-digesteurs : manque d'investissement.

7

Conséquences futures

- D'ici 2040 : Les forêts maliennes pourraient être réduites de moitié.
- Risque d'exode rural accru et perte de biodiversité.
- Désertification et insécurité alimentaire en hausse.
- Conflits liés aux ressources naturelles en augmentation.

Source : La Rédaction

Paru dans Journal du Mali l'Hebdo
N°515 du 27 février au 5 mars 2025

Journal du Mali



Optez pour nos serveurs **VPS**
performants.



20 28 00 00
www.afribone.com



EDR : QUEL POIDS SUR L'ÉCHIQUIER POLITIQUE NATIONAL ?

Créé en mai 2023 suite à une crise profonde au sein de l'URD, le parti Espoir pour la Démocratie et la République (EDR) a tenu son premier Congrès ordinaire les 15 et 16 février 2025. Désormais doté d'un Bureau politique national et enrichi de récentes adhésions à Bamako et à l'intérieur du pays, que vaut ce nouveau parti sur la scène politique nationale ?

MOHAMED KENOUI

Il a fallu du temps, mais près de deux ans après sa création officielle EDR a tenu son tout premier congrès. Exit le Directoire provisoire dirigé par le Pr Salikou Sanogo. Place au tout nouveau Bureau politique national présidé par Me Demba Traoré. Ce congrès constitutif, qui propulse le parti dans l'arène politique nationale, a eu lieu en présence de plus de 1 500 délégués venus des 19 régions du Mali, du District de Bamako et de 39 pays. Cette mobilisation est le fruit d'une dynamique d'implantation du parti sur toute l'étendue du territoire national enclenchée dès les premiers mois de sa création. À en croire le Président sortant, devenu Président d'honneur du parti, Pr Salikou Sanogo, EDR est déjà présent sur 80% du territoire national.

Adhésions Bien avant la tenue du congrès, EDR a enregistré de nombreuses adhésions en son sein à travers le pays. Plusieurs cadres des sections et sous-sections de l'URD ont collectivement démissionné pour rejoindre les rangs du nouveau parti, notamment en Commune II du District de Bamako et dans plusieurs autres endroits à l'intérieur du pays.



Me Demba Traoré, nouveau président du parti EDR.

nouvelles adhésions », a indiqué Me Demba Traoré lors de son premier discours à la tête du parti, tout en assurant les nouveaux adhérents qu'ils prendront « toute leur place dans la vie du parti ».

« Il est trop tôt pour pouvoir mesurer le poids réel de EDR. Je pense que tout dépendra du projet de société du parti et de sa structuration. Si EDR s'inscrit dans une bonne organisation politique, cela peut lui permettre d'acquiescer au fil du temps un certain poids sur le plan national », estime le Dr Jean-Marie François Camara, enseignant-chercheur à la Faculté des Sciences administratives et politiques (FSAP) de Bamako. Comme lui, l'analyste politique Dr Bréhima Mamadou Koné pense que pour peser sur l'échiquier politique EDR doit d'abord mener un travail de fond sur le terrain. « Il faut une institutionnalisation du parti au niveau local, régional et national. Le parti doit travailler à mettre en place ses démembrements, qui doivent être pleinement opérationnels

Quel poids ? Bien que nouvellement né, EDR n'a rien d'un parti politique débutant sur la scène nationale. Issu d'une scission au sein de l'URD, le parti est né avec les dents longues et peut se targuer d'avoir regroupé la plupart des fidèles compagnons de l'ancien Chef de file de l'opposition, Feu Soumaila Cissé. Pour autant, EDR pèse-t-il aujourd'hui sur l'échiquier politique national ?

Bien que nouvellement né, EDR n'a rien d'un parti politique débutant sur la scène nationale.

Fin janvier dernier, le parti a présenté de nouveaux adhérents dans le cercle de Tenenkou et enregistré dans la foulée de nombreuses adhésions dans la ville de Ségou. Cette dynamique d'adhésion à EDR s'est même poursuivie pendant les deux jours du congrès, selon le tout nouveau Président du parti. « D'hier matin à aujourd'hui (du 15 au 16 février 2025, NDLR), nous avons reçu de

EN BREF

ANNULATION DES SUBVENTIONS AMÉRICAINES : LES CLARIFICATIONS DE BAMAKO

Dans un communiqué en date du 24 février 2025, le ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale du Mali a réagi à une publication du département de l'efficacité gouvernementale des États-Unis, le 15 février dernier sur les réseaux sociaux, citant le Mali parmi les pays dont les subventions américaines ont été annulées. Bamako affirme avoir saisi officiellement les autorités américaines au sujet de cette supposée subvention en faveur du Mali pour un montant d'environ 8 milliards de francs CFA. « Le gouvernement du Mali s'est réservé, depuis deux ans, à signer l'Accord quinquennal de Subvention d'Objectif de Développement avec les États-Unis concernant le financement des projets de l'USAID et a ajourné la mise en œuvre de certaines activités », précise le communiqué. Par ailleurs, poursuit-il, le Mali, qui n'a cessé de dénoncer depuis longtemps le détournement de l'aide publique au développement vers le financement du terrorisme international, « se reconnaît dans la nouvelle orientation des autorités américaines visant à assainir et à humaniser leurs subventions ». ■ **M.K**

et actifs à la base », soutient-il. Mais un autre analyste et observateur de la scène politique attendra les prochaines consultations électorales, notamment les communales et les législatives, pour jauger le véritable poids d'EDR.

« Mais, en attendant ces futures échéances électorales, je pense qu'on peut déjà situer EDR au même niveau sur l'échiquier politique que l'URD, quand on sait que la plupart des proches de Feu Soumaila Cissé s'y retrouvent et que ce parti est, à mon avis, le plus à même de revendiquer l'héritage politique du fondateur de l'URD », glisse cet interlocuteur. ■



ABDOUTY NAJIM

« Pour l'ABM, seul le Mali compte »

Abdouty Najim, Porte-parole de l'Alliance des Berabiches du Mali (ABM), expose les actions menées pour la paix et la réconciliation nationale. Il réaffirme l'engagement de son organisation pour un Mali un et indivisible.

PROPOS RECUEILLIS PAR MASSIRÉ DIOP

Depuis votre déclaration du 6 janvier 2025, quelles initiatives concrètes avez-vous prises pour favoriser la paix et la réconciliation nationale ?

Après la mise en place de notre Bureau, nous avons initié des médiations communautaires pour résoudre les conflits locaux et renforcer le vivre-ensemble. Notre Plan d'action, qui sera bientôt présenté, repose largement sur la paix, la réconciliation et le retour des réfugiés et déplacés internes. Nous avons lancé des campagnes de sensibilisation impliquant des leaders communautaires, organisé des ateliers de dialogue entre réfugiés et communautés d'accueil et établi des partenariats avec le ministère de la Réconciliation et des ONG. Des événements culturels et sportifs permettent de

renforcer la cohésion sociale, tandis que des formations en gestion des conflits outillent les leaders locaux. Nous avons aussi mis en place un accompagnement psychologique et engagé un plaidoyer actif auprès des autorités pour un retour sécurisé des réfugiés.

Comment réagissez-vous aux critiques selon lesquelles votre position servirait davantage le pouvoir en place que la cause de la réconciliation ?

L'ABM a des principes clairs : aucune action ne doit compromettre l'unité du Mali. Notre seule priorité est de défendre l'intégrité du pays et de préserver la cohésion nationale. Nous avons nos convictions et une vision précise : servir le Mali. Le soutien aux autorités de la Transition est une conséquence naturelle de notre engagement, car elles œuvrent pour la souveraineté nationale et la paix.

Avez-vous été sollicité par les autorités de la Transition ou d'autres acteurs du processus de paix ?

Nous sommes une organisation rassemblant les principales tribus Berabiches du Mali engagées pour un pays uni et républicain. Nous n'avons pas besoin d'être sollicités pour contribuer à la stabilisation du Mali. Nous entretenons d'excellentes relations avec les autorités, notamment le Général de corps d'armée Ismaël Wagué, ministre de la Réconciliation, dont nous saluons les efforts.

Certaines communautés du Nord restent méfiantes face aux promesses de paix. Comment comptez-vous les rassurer et les intégrer dans votre démarche ?

Les autorités ont démontré que le Mali appartenait à tous ses citoyens. Plusieurs compatriotes ont déjà répondu à l'appel de la Nation et ont été accueillis avec respect. Nous les encourageons à revenir pour bâtir ensemble un pays fort et prospère. L'unité est notre seule voie pour faire face aux défis et contrer les influences extérieures qui cherchent à nous diviser. ■



Dico Poulo
Présentatrice

Scynabou Thiero
Chroniqueuse



CHAQUE VENDREDI
20H20

ORPAILLAGE : COMMENT METTRE FIN AU DÉSORDRE ?

En 2022, l'or a contribué pour 25% du Budget national, avec 72,2 tonnes, dont 6 provenant de l'orpillage. Ce chiffre officiel reste en deçà des estimations des acteurs du secteur et souligne l'importance de cette activité. Cependant, sa faible organisation constitue non seulement un manque à gagner, mais également un facteur de dégâts humains, sociaux et écologiques.

FATOUMATA MAGUIRAGA

Le 15 février 2025, à Bilali Koto, dans le cercle de Kéniéba, dans l'ouest du Mali, l'effondrement d'un site minier a fait 48 morts, en majorité des femmes cherchant de l'or sur un site non sécurisé. Le 29 janvier, sur un autre site de la région de Koulikoro, 15 personnes ont trouvé la mort sur un site illégal. L'an dernier, le 24 janvier 2024, l'effondrement d'une mine artisanale à Kangaba, dans le sud du Mali, a causé la mort de 73 personnes. Le lendemain, une seconde mine artisanale dans la même zone s'est effondrée, faisant 40 morts. Ces drames rappellent l'urgence des défis dans ce domaine.



L'orpillage bat son plein dans les zones reculées sans aucune mesure de protection.

Impacts négatifs Profondément ancrée, la pratique de l'orpillage illégal a atteint des proportions inquiétantes. On estime qu'il existe entre 300 et 350 sites à travers le Mali, où environ 400 000 personnes travaillent en dehors de toute réglementation. Souvent avec la complicité des communautés locales, ces exploi-

tations, qui mettent en danger la vie des acteurs, évoluent sans aucune norme. « Mais seul l'État peut arrêter ce phénomène », estime un agent de développement local du Cercle de Kéniéba. Bien qu'il y ait une patrouille mensuelle sur les sites, les orpailleurs clandestins ne s'abstiennent que le temps de son passage. Il est donc impératif que l'État s'implique pour avoir un impact sur cette pratique. Les élus locaux, pour des raisons électoralistes, n'abordent pas le problème. Le drame de Bilali Koto ne semble pas avoir suscité une prise de

conscience, tant la pratique est ancrée, ajoute l'acteur local. Passée l'émotion de la tragédie, qui a touché tout le village, les activités ont repris.

Un phénomène si enraciné que même les interdictions temporaires décidées par le gouvernement ne sont pas respectées, assure notre interlocuteur. Il est donc nécessaire, selon lui, en plus des moyens de contrôle de l'État, de mettre en place une grande sensibilisation aux impacts négatifs de cette pratique. De plus, une transformation économique est essentielle pour des populations dont la principale source de revenus reste l'extraction de l'or. ■

Africa AgriBusiness Academy Promouvoir l'entrepreneuriat agricole

L'Afrique dispose d'un potentiel agricole immense, mais peu mis en valeur. Elle possède un quart des terres cultivables mondiales, mais ne contribue qu'à moins de 10% à la production agricole mondiale. C'est pour discuter des enjeux de ce potentiel qu'aura lieu à Paris la première édition de l'AgriBusiness Academy, le 28 février 2025. À elle seule, l'Afrique contient 65% des terres arables non cultivées à l'échelle mondiale. Face à l'augmentation des be-

soins alimentaires mondiaux, avec une population estimée à 9 milliards d'habitants en 2050, ce potentiel constitue une opportunité à saisir. Cependant, la faiblesse des financements est l'un des freins au développement de ce secteur. C'est pourquoi experts, entrepreneurs prospères, institutions et investisseurs se réunissent pour partager leurs connaissances et proposer des solutions pour l'épanouissement de ce secteur stratégique. L'AgriBusiness

Academy vise à favoriser la réalisation de projets agricoles, agroalimentaires et d'agrofouritures durables en Afrique à travers des connexions entre entrepreneurs, investisseurs et institutions. En marge du Salon de l'agriculture, l'AgriBusiness Academy ambitionne de promouvoir l'entrepreneuriat et l'investissement dans le secteur agricole à travers le développement d'opportunités concrètes autour de la chaîne de valeur agricole. ■ F.M

EN BREF

FLUX FINANCIERS ILLICITES : LA BAD LANCE UN PLAN D'ACTION D'URGENCE

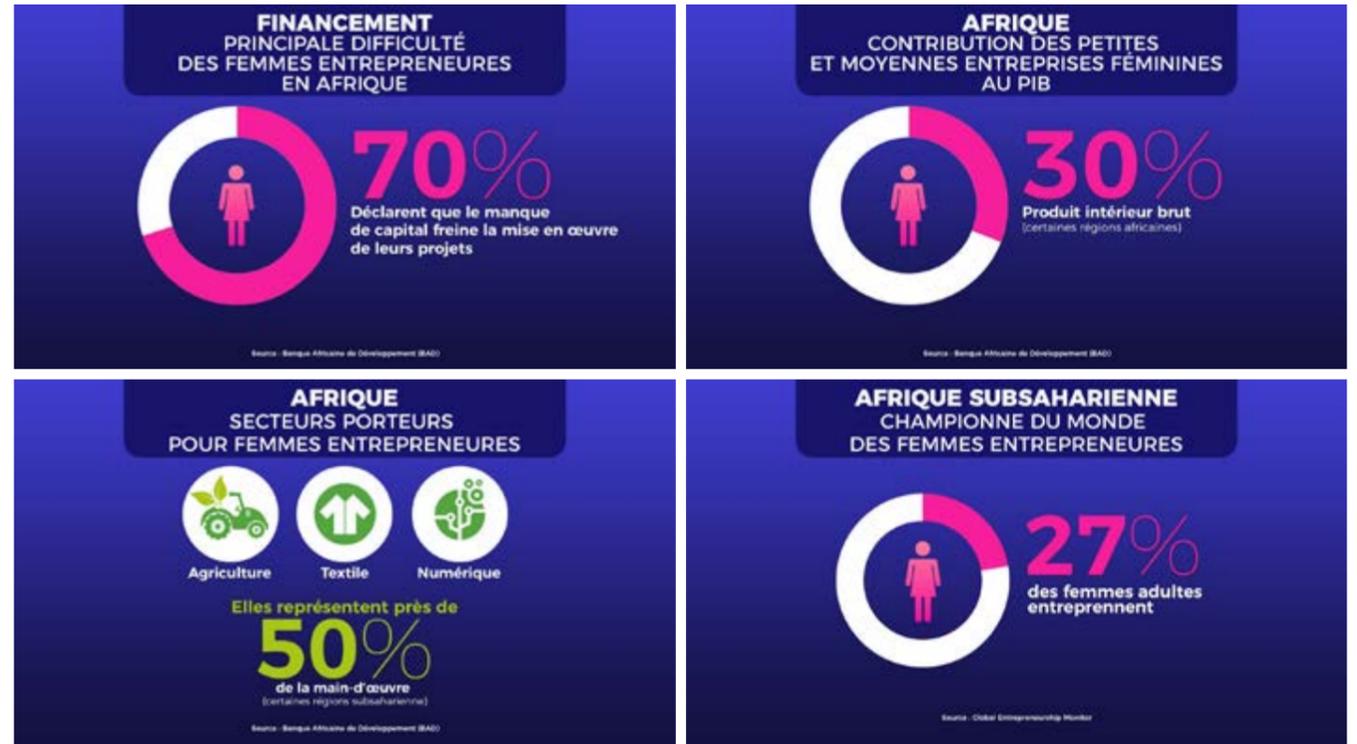
La Banque africaine de développement (BAD) a lancé son Plan d'action pour la période 2024 - 2026 contre les flux financiers illicites (FFI) et le blanchiment d'argent. Lancé le 25 février 2025, ce plan révèle que l'Afrique perd environ 88,6 milliards de dollars par an, soit plus du double de l'Aide publique au développement (APD). Au même moment, le continent connaît un déficit de financement de 400 milliards de dollars, ce qui représentait 13% du PIB africain en 2024. Dans une économie où les flux financiers externes se font rares, il est plus que jamais crucial pour l'Afrique de mobiliser ses ressources internes. Ces mouvements d'argent cachés, manifestés par l'évasion fiscale, la vente illicite de ressources naturelles ou encore la corruption, privent l'Afrique de ressources indispensables à son développement. En outre, ces flux alimentent la criminalité, engendrant une spirale de violences et d'insécurité, ce qui prive les gouvernements de recettes importantes pour répondre aux besoins des populations. Les conséquences de ces pertes dépassent le cadre financier et contribuent à déstabiliser le continent, augmentant ainsi le taux de pauvreté. Le plan vise à doter les pays de ressources humaines compétentes, notamment par la formation et le développement d'expertises pour lutter efficacement contre le blanchiment des capitaux et renforcer les mécanismes de lutte. Il ambitionne également d'améliorer la coopération internationale pour assurer la traçabilité des flux financiers illicites et instaurer la transparence. ■

FATOUMATA MAGUIRAGA

Donnez votre avis sur Journal du Mali

ENTREPRENEURIAT FÉMININ EN AFRIQUE

Malgré et son dynamisme et sa créativité, l'entrepreneuriat féminin reste confronté à d'importants défis dont celui du financement. Découvrez les infographies issues de l'émission "Entreprendre" de TM1 qui mettent en lumière des données clés.



Afribone

Stockez vos données en toute sécurité.



20 28 00 00
www.afribone.com



CRISE DANS L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE : UNE GRÈVE POUR SALAIRES IMPAYÉS

Le Syndicat national des travailleurs de l'Enseignement privé catholique (Syntec) a décidé d'observer un arrêt de travail à compter de ce 20 février 2025. Motif : le non-paiement du salaire du mois de janvier. Cette situation pose avec acuité les difficultés de cet ordre d'enseignement, sous la menace de la fin de la subvention de l'État.

FATOUMATA MAGUIRAGA



Des écoles désertées à cause de la grève des travailleurs de l'enseignement catholique.

Le mot d'ordre d'arrêt de travail lancé ce 20 février est maintenu, explique M. David Togo, le Secrétaire général du Syntec du Diocèse de Bamako. Même si l'employeur a fait des efforts, le syndicat réclame l'effectivité du paiement pour tous les enseignants concernés. C'est déjà la seconde fois qu'une telle situation se présente cette année. En janvier 2025, les enseignants avaient observé une grève pour le retard de paiement du salaire du mois de décembre 2024. Cette situation, selon l'employeur, est due au non-versement de la subvention de l'État, dont dépend 80% de la masse salariale de cet ordre d'enseignement. Lorsque l'État malien a annoncé l'arrêt de cette

subvention en 2024, l'Église catholique avait menacé de fermer les écoles sous sa responsabilité, compromettant le travail de près de 1 500 enseignants. Les autorités s'étaient alors engagées à assurer la

Nous n'avons plus la possibilité de nous rendre sur nos lieux de travail. Ce n'est donc pas de gaieté de cœur que nous observons cet arrêt de travail.

subvention durant l'année scolaire 2024 - 2025. C'est cet engagement que l'État a du mal à tenir et les retards de salaires deviennent récurrents. « Nous n'avons plus la possibilité de nous rendre sur nos lieux de travail. Ce n'est donc pas de gaieté de cœur

que nous observons cet arrêt de travail », explique le Secrétaire général du Syntec. Dans le Diocèse de Bamako, ce sont près de 1 500 enseignants, à part l'Université, qui ont posé la craie. Un arrêt de travail qui court jusqu'au paiement total des salaires. Les pourparlers se poursuivent et un début de solution a été trouvé avec le paiement de certains à partir du 21 février.

Sursis La situation est inquiétante pour l'Église, qui doit désormais travailler sur une nouvelle base dont les enseignants ignorent les impacts éventuels. Elle avait envisagé purement et simplement un licenciement. À la place de l'espoir, qu'il dit ne plus avoir, c'est donc une inquiétude palpable et une sollicitation

que le syndicat adresse à son employeur. Au lieu d'un licenciement, il souhaite que l'État revienne sur la convention, qui date de plusieurs décennies. Avant de se retirer, il lui demande d'accorder un délai plus long pour permettre à l'Église de se préparer. ■

EN BREF

CONFÉRENCE NATIONALE SUR LA PROTECTION SOCIALE : VERS LA COUVERTURE UNIVERSELLE



La cinquième édition de la Conférence nationale sur la protection sociale se tient à Bamako depuis le 25 février 2025. L'objectif est d'étendre la couverture sociale à les citoyens. « Vers une protection sociale universelle au Mali pour une nation émergente » est le thème de cette conférence, qui réunira durant trois jours des experts nationaux et internationaux. Le besoin de protection sociale s'accroît au Mali, dans un contexte de crise aggravé par des catastrophes naturelles et la pauvreté, ce qui accentue la pression sur les systèmes de protection existants. Le contexte sécuritaire difficile justifie, selon les autorités, l'inscription de la protection sociale au cœur des priorités. Ainsi, toutes les personnes vulnérables, comme les personnes âgées, les femmes chefs de famille sans ressources, les personnes déplacées et celles vivant avec un handicap, doivent être au centre du dispositif. Alors que le taux de couverture sociale reste très bas, le Mali ambitionne d'inverser la tendance en investissant dans le capital humain. Rappelant l'engagement des États dans la lutte contre la pauvreté, le représentant du PAM a invité les acteurs nationaux et internationaux à élaborer un cadre de protection sociale renforcé, tout en tenant compte des contraintes budgétaires et des réalités du pays. Cela s'inscrit dans la démarche actuelle en lien avec la Vision stratégique 2063. ■ F.M

TROIS ANS DE GUERRE EN UKRAINE : L'AFRIQUE EN PREMIÈRE LIGNE

Le 24 février 2025 marque le troisième anniversaire du conflit russo-ukrainien, dont les répercussions se font lourdement sentir en Afrique. Parmi les conséquences notables, les importations d'engrais sur le continent ont diminué de 20%, aggravant les défis agricoles et menaçant la sécurité alimentaire.

MASSIRÉ DIOP



Le Président Zelensky au front avec sa garde rapprochée.

Avant le conflit, la Russie et l'Ukraine étaient des fournisseurs majeurs d'engrais et de céréales à l'Afrique. La guerre a perturbé ces chaînes d'approvisionnement, entraînant une hausse des prix et une pénurie d'engrais. Cette situation a conduit à une réduction de 20% des importations d'engrais en Afrique, affectant directement la productivité agricole. Les agriculteurs, confrontés à des coûts prohibitifs, ont réduit l'utilisation d'intrants, ce qui a entraîné une baisse des rendements et une aggravation de l'insécurité alimentaire. Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), plus de 283 millions

de personnes en Afrique souffraient déjà de la faim avant le conflit, un chiffre qui a augmenté en raison de la crise actuelle. La Russie et l'Ukraine représentaient respectivement 32% et 12% des importations totales de blé en Afrique. La guerre a entraîné une diminution significative de ces approvisionnements, provoquant une flambée des prix des denrées alimentaires de base. Des pays comme l'Égypte, le Nigeria et le Soudan, fortement dépendants de ces importations, ont été particulièrement touchés. Cette situation a exacerbé les tensions sociales et économiques, menaçant la stabilité de plusieurs régions. Le 24 février 2025, l'Assemblée générale

des Nations unies a voté une résolution exigeant le retrait immédiat des forces russes d'Ukraine. Sur les 193 États membres, 93 ont voté en faveur, 18 contre et 65 se sont abstenus. Parmi les opposants, on compte de nombreux pays africains, dont ceux de l'AES, alors que d'autres ont choisi de s'abstenir. Ces positions reflètent les relations diplomatiques et économiques complexes que ces pays entretiennent avec la Russie et l'Ukraine, ainsi que leurs intérêts stratégiques propres. Parallèlement, la Russie a intensifié ses efforts pour renforcer son influence en Afrique, profitant de la méfiance croissante de certains pays africains envers les puissances occidentales. Cette stratégie inclut des alliances avec des dirigeants militaires et le soutien à des opérations armées visant à contourner les sanctions internationales et à sécuriser des ressources économiques. Cette dynamique a conduit à une fragmentation des alliances traditionnelles et à une redéfinition des relations internationales sur le continent.

Le conflit russo-ukrainien a des répercussions profondes et multiples en Afrique, affectant la sécurité alimentaire, les relations diplomatiques et l'équilibre géopolitique du continent. ■

UNE SEMAINE DANS LE MONDE

ALLEMAGNE : UN VIRAGE CONSERVATEUR SOUS CONTRAINTES

La victoire de la CDU-CSU et l'arrivée de Friedrich Merz à la chancellerie marquent un tournant politique majeur en Allemagne. Ancien leader du groupe parlementaire CDU-CSU, il incarne une droite plus affirmée, prônant une autonomie stratégique européenne, notamment en matière de défense. Toutefois, ce changement s'inscrit dans un cadre plus nuancé. En effet, une coalition devra être formée, incluant forcément le SPD du chancelier sortant, ce qui limitera l'ampleur du bouleversement politique. Ce repositionnement pourrait renforcer le soutien à l'Ukraine, réévaluer les interventions allemandes au Sahel et influencer sur la position de l'Allemagne face à la crise à Gaza. La montée de l'AfD, dépassant les 20 %, témoigne d'un rejet des partis traditionnels et pourrait influencer sur les politiques migratoires. L'Europe, face à l'arrivée de Trump, pourrait s'émanciper davantage des États-Unis. Reste à voir si ce nouvel équilibre renforcera la stabilité ou accentuera les divisions au sein de l'Union européenne et sur la scène internationale. ■ M.D

ÉCHOS DES RÉGIONS

SAN : HELVETAS SWISS LANCE JIGITUGU PLUS

Helvetas Swiss Inter-coopération a lancé le 21 février 2025, à San un nouveau projet dénommé « Jigitugu Plus ». Son objectif est de répondre aux besoins inclusifs des communautés, dans un contexte marqué par des défis sécuritaires et de changement climatique. Selon la Directrice adjointe nationale de Helvetas Swiss, ce programme va couvrir 23 communes de la région de San pour une durée de 4 ans. Outre la région de San, il va intervenir dans les régions de Koutiala, Mopti, Sikasso et Bougouni, pour un coût d'environ 5 milliards de francs CFA. Helvetas fait partie d'un réseau d'organisations indépendantes de développement. Engagée dans 29 pays à travers le monde, l'organisation s'efforce d'apporter chaque année des changements dans la vie de 3 millions de personnes défavorisées. L'eau et l'assainissement, le développement inclusif, ou encore la démocratie et la paix sont des domaines d'action de l'ONG. Helvetas apporte également une réponse urgente en cas de catastrophes environnementales. ■

CAN FÉMININE 2026 : LES AIGLES DAMES EN COURSE POUR LA QUALIFICATION

Déjà qualifiées pour la CAN féminine 2024, qui se tiendra en juillet prochain au Maroc, les Aigles Dames du Mali sont également en passe de décrocher leur ticket pour le rendez-vous continental de 2026. Elles viennent de se hisser au 2ème tour des éliminatoires en surclassant les Panthères Dames du Gabon.

MOHAMED KENOUI



Les Aigles dames qualifiées pour le prochain tour des éliminatoires.

Pour cette double confrontation entre le Mali et le Gabon, comptant pour le premier tour des éliminatoires de la CAN 2026, les Aigles Dames n'ont pas fait les choses à moitié : 10 - 1 au total sur l'ensemble des deux rencontres. Lors du match aller, le 20 février, elles

se sont largement imposées en terre gabonaise 6 à 0, avec des doublés d'Aïssata Traoré et d'Agueïcha Diarra, ainsi que des buts de l'attaquante du FC Metz Fatoumata Niakaté et de la défenseuse de Tenerife Fatou Dembélé. Largement supérieures dans tous les

compartiments du jeu, les Aigles Dames ont maîtrisé de bout en bout la deuxième manche au Stade du 26 mars le 26 février. Elles se sont logiquement imposées de nouveau 4 - 1 devant des Gabonaises dépassées par les événements. À l'instar du match aller, dès la première mi-temps la rencontre était déjà pliée. Agueïcha Diarra ouvre le score sur pénalty à la 10ème minute avant que Salimata Diarra et Coulouba Sogoré ne corsent l'addition, respectivement aux 35ème et 43ème minutes. Au retour des vestiaires, le Gabon résiste et finit par sauver l'honneur en réduisant l'écart sur pénalty à la 80ème minute. La réaction malienne a été immédiate. Deux minutes après, Aïssata Tapily, entrée en jeu quelques minutes plus tôt, alourdit le score et scelle définitivement la victoire des Aigles Dames. Avec cette double victoire, le Mali passe le cap du premier tour des éliminatoires de la CAN féminine 2026. Les protégées du coach Mohamed Saloum Hussein sont désormais tournées vers le deuxième et dernier tour de ces éliminatoires, qui aura lieu du 20 au 28 octobre 2025.

Elles seront opposées au vainqueur de la confrontation entre le Cap-Vert et la Guinée. Au match aller, les deux équipes se sont neutralisées sur le score de 2 buts partout. Les Aigles Dames pourront-elles réussir à arracher leur ticket de qualification pour la CAN 2026 à l'issue de ce second tour ? Une chose est sûre, elles ont toutes les cartes en main. ■

Manchester United Jim Ratcliffe ferme la cantine du club

Selon la parution du quotidien britannique « The Guardian » du 24 février 2025, Sir Jim Ratcliffe, patron d'Ineos et actionnaire majoritaire de Manchester United, a pris la décision de fermer la cantine réservée aux employés d'Old Trafford dans l'objectif de faire des économies. Désormais, les travailleurs du club ne bénéficieront plus de repas gratuits mais auront juste accès à des fruits pour le déjeuner. Cette mesure vise à diminuer les coûts dans un contexte compliqué concernant les dépenses au sein du club. Manchester United a accumulé 300 millions de livres sterling de pertes sur les trois dernières années. En décembre dernier, Ratcliffe avait déjà décidé de cesser d'effectuer le don annuel de 40 000 livres à une association qui réunissait les anciens joueurs et aidait des personnes dans le besoin. ■

M.K



CARTONS DE LA SEMAINE

Jordi Cruyff a été nommé le 25 février Conseiller technique de l'équipe nationale d'Indonésie. L'ancien directeur sportif du FC Barcelone (2021 - 2023) prendra ses fonctions en mars prochain. Le recrutement de Cruyff intervient après la nomination de Patrick Kluivert au poste de sélectionneur de l'équipe nationale d'Indonésie, survenue début janvier.

Le marathonien Morhad Amdouni a été condamné le lundi 24 février à dix mois de prison avec sursis probatoire par le tribunal correctionnel de Meaux. Le recordman de France était incriminé pour des faits de violences commis sur son épouse de septembre 2023 à septembre 2024, en présence de leur enfant.

31ÈME FESMAMAS : MARKALA CÉLÈBRE SON PATRIMOINE CULTUREL

Le Festival des Masques et Marionnettes de Markala (FESMAMAS) revient du 15 au 21 avril 2025 avec une 31ème édition renouvelée, marquant une nouvelle ère pour cet événement majeur du patrimoine malien. Lors de la conférence de presse du 22 février 2025, le Maire de Markala a insisté sur l'importance de cette édition pour le rayonnement de la ville et sa candidature au Réseau international des villes créatives de l'UNESCO.

MASSIRÉ DIOP



Les préparatifs de la 31ème édition du FESMAMAS vont bon train.

Créé en 1993 par feu le Professeur Abdoul Diop et le Club de Markala, le FESMAMAS est le premier festival indépendant du Mali. Il met à l'honneur le sôgôbô, tradition ancestrale des masques et marionnettes inscrite à l'Inventaire national des biens culturels en 2012 et sur la liste représentative du Patrimoine culturel immatériel de l'humanité par l'UNESCO en 2014. Rappelons qu'en septembre 2023, la

Mairie et le Club de Markala avaient confié à BlonBa la mission de restructurer et de développer le festival pour dix ans renouvelables. Cette collaboration vise à moderniser le festival tout en conservant son authenticité, avec une ambition claire, à savoir inscrire Markala parmi les capitales culturelles africaines. L'édition 2025 propose une programmation inédite et transdisciplinaire. Parmi les

moments forts, trois créations originales se démarquent. « Maa, i tɛ sabali ! » est une performance immersive mêlant musique électronique, masques géants et danse, interrogeant la relation de l'homme à la nature. « Mali Sadio » revisite la célèbre légende malienne avec une mise en scène mêlant marionnettes, slam, danse et instruments traditionnels. Enfin, un spectacle d'ouverture inédit, mettant en scène 30 marionnettes - chevaux, donnera le ton du festival. Le programme inclut aussi une exposition des marionnettes du célèbre Yaya Coulibaly, des courses de pirogues et d'ânes, ainsi qu'un bal masqué géant, désormais produit phare du festival. Un centre culturel baptisé « Professeur Diop » verra le jour dans l'ancienne usine Sabé, mise à disposition par la Mairie. En lien avec le label national « 2025, année de la culture au Mali » décrété par le Président de la Transition, le FESMAMAS ambitionne de renforcer le lien social, de créer une industrie culturelle durable et d'ancrer Markala comme pôle de créativité. Pour ce faire, Alioune Ifra Ndiaye, Directeur de BlonBa, a souligné l'importance de ce tournant en déclarant « notre ambition est d'inscrire le FESMAMAS dans une modernité culturelle qui respecte les traditions tout en les projetant vers l'avenir ».

Les festivaliers ont rendez-vous du 15 au 21 avril 2025 pour une expérience culturelle inédite alliant tradition et innovation. ■

INFO PEOPLE

IBA MONTANA : SON CONCERT INTERDIT EN CÔTE D'IVOIRE



Le rappeur malien Iba Montana devait se produire au Complexe Dominique Ouattara à Abidjan, mais son concert a été interdit par la mairie d'Adjamé. L'annonce a suscité une vague d'indignation parmi ses nombreux fans ivoiriens. Les autorités locales ont justifié cette interdiction par des raisons politiques et sécuritaires, sans fournir plus de précisions. Connu pour ses textes engagés et son image controversée, Iba Montana divise souvent l'opinion publique. Face à cette annulation, l'artiste a exprimé sa déception sur les réseaux sociaux tout en remerciant ses supporters. Son équipe travaille actuellement pour trouver une nouvelle date et un lieu alternatif afin de poursuivre sa tournée africaine.

JENNIFER LOPEZ ET BEN AFFLECK DIVORCENT



Le couple emblématique Jennifer Lopez et Ben Affleck, surnommé « Bennifer », a officiellement annoncé son divorce le 21 février 2025, après une séparation en août 2024. Mariés depuis juillet 2022, ils semblaient avoir trouvé un équilibre après leur retour ensemble en 2021. Selon des proches, des différences irréconciliables et des emplois du temps trop chargés auraient eu raison de leur relation. Leur séparation s'est faite à l'amiable. Aucun n'a encore commenté officiellement cette rupture, mais leurs proches affirment qu'ils restent en bons termes. Jennifer Lopez, actuellement en pleine promotion de son nouvel album, préfère se concentrer sur sa carrière. Quant à Ben Affleck, il se consacre à ses projets de réalisation et à ses enfants.

Journal du Mali
L'hebdo

Directeur de publication :
Mahamadou CAMARA
mcamara@journaldumali.com

Directrice déléguée :
Aurélien DUPIN
aurelie.dupin@journaldumali.com

Rédacteur en chef :
Massiré DIOP

Secrétaire de rédaction :
Ramata DIAOURÉ

Rédaction :
Mohamed KENOUI - Fatoumata
MAGUIRAGA

Photographie : Bakary E. DAOU

Infographiste : Marc DEMBÉLÉ

JOURNAL DU MALI L'HEBDO, édité
par IMPACT MÉDIA Presse.
Hamdallaye ACI 2000 - Immeuble
Badenya, près MÆVA Palace - Bamako
Tél : +223 20 23 00 66
www.journaldumali.com
contact@journaldumali.com



**Du nouveau
chez Sahel Infusion
CAFÉ GINGEMBRE
made in Mali**



Commande par téléphone (00223) 20 21 04 07 / 66 75 84 79 / 66 74 67 78 / 66 74 96 62
www.sahelinfusion.com